

*Intervention de Jean-Philippe BLONDEL (SNUDI 13)*

Chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel du SNUDI FO des Bouches du Rhône. Il est important que ce CN soit maintenu dans ce contexte particulier...même si nous aurions tous souhaités, je pense, nous réunir en présentiel dans la Sarthe !

Reportée pour cause de confinement, notre AG annuelle s'est tenue en septembre 2020, en format hybride. Les échanges ont été riches car les camarades étaient impatients de dénoncer les conditions désastreuses de cette rentrée : écoles désorganisée, droits et statuts bafoués, tout le monde était déjà HS au bout de 10 jours de classe ! Nous suivons d'ailleurs de nombreuses demandes de rupture conventionnelle et nous commençons à accompagner des collègues cette semaine pour défendre leurs intérêts. Mais surtout, les collègues cherchaient comment le syndicat pouvait agir dans cette situation.

En effet, la situation dans les écoles mettait clairement en évidence que la volonté du gouvernement et de son Administration n'était pas de protéger ses agents et les élèves mais de se décharger de ses responsabilités sur les personnels et de permettre le fonctionnement de l'école « coûte que coûte », alors que nous étions un département durement touché, classé « rouge écarlate ».

Voici ce qui nous tombe dessus :

Un protocole sanitaire irréalisable faute de moyens matériels, humain ou d'espace et donc par conséquent, selon les termes ministériels, applicable « dans la mesure du possible »

Des Equipements de Protection Individuelle (masques DIM) non adaptés, non protecteurs et qui se révéleront finalement toxiques au bout de 6 semaines, drôle de manière de « choyer » les enseignants !

Un traitement des personnels dits « vulnérables » avec le décret du 29 août 2020 inacceptable. Une AESH est décédée en octobre, des suites du Covid. Elle n'avait pas pu bénéficier de l'ASA comme en mai-juin. Nous sommes intervenus en CHSCTD et le Secrétaire Général a d'abord indiqué que l'élève qui était positif dans la classe n'était pas celui qu'elle suivait, avant d'accorder l'imputabilité au service.

Mais toujours pas de reconnaissance de la maladie professionnelle et d'abandon de la journée de carence comme nous continuons à le revendiquer.

Des incohérences sur tout : le maintien ou non des activités sportives, la fermeture de classes ou d'écoles entières, l'éviction des élèves « contact »...

Dès la rentrée de septembre, nous constatons, comme partout, le manque criant de postes pour faire face à cette crise sanitaire : au bout de 15 jours, les 150 brigades départementales ont été réquisitionnées sur des postes vacants, des collègues en ASA ou en éviction. Le Secrétaire général était obligé de constater qu'il perdait 1 enseignant toutes les 10 minutes. Les brigades REP+ ont été réquisitionnées sur des missions de brigades et leur fiche de poste dévoyée avec le report de la formation Education Prioritaire

Une situation qui s'ajoute à tous les problèmes existants !

L'AG a décidé d'une pétition au DASEN pour exiger que notre employeur prenne les mesures indispensables de protection de notre santé au travail face au contexte sanitaire. Nous revendiquons des moyens de protection mais aussi un plan d'urgence de recrutement d'enseignants supplémentaires et d'aménagement de salles de classe, seuls moyens d'assurer la protection sanitaire et d'éviter le naufrage scolaire des élèves qui ont déjà perdu des mois de scolarité l'an dernier. Un recrutement exceptionnel afin de remplacer les profs absents, d'alléger les effectifs et d'assurer un enseignement en présentiel pour tous. Nous avons plus de 500 signatures à ce jour et nous les remettrons au DASEN ce soir lors d'une audience.

Nous n'avons jamais connu une telle reprise : un énième protocole sanitaire inapplicable, un hommage à Samuel Paty bâclé, des pseudo-circulaires du Recteur et du DASEN imposant aux enseignants de proscrire pauses café et repas dans les écoles mais maintenant les réunions pédagogiques, les provocations de certains parents réfractaires au port du masque pour leurs enfants, les informations apprises par BFM et CNEWS alors que nous étions tous en congés, des nouveaux masques « Corèle » promis toujours pas arrivés dans toutes les écoles... La coupe est pleine, les collègues n'en peuvent plus et beaucoup se sont saisis de la grève du 10 novembre pour exprimer leur colère, leur ras-le-bol et exiger les moyens de travailler en sécurité !

Dans l'intersyndicale des fédérations départementales, nous avons été les seuls à revendiquer un plan d'urgence pour les écoles, en reprenant les positions de la FNEC-FP-FO : - recrutement massif de personnels par la liste complémentaire, réemploi des contractuels mais aussi des étudiants en M1 et M2 (pour assurer tous les remplacements et éviter les répartitions abusives d'élèves), - allègements des effectifs dans les classes surchargées et demi-groupes en collège et lycées. Ceci doit s'accompagner nécessairement de l'aménagement de nouvelles salles de classe et donc de l'embauche d'agents territoriaux par les municipalités pour en assurer l'entretien. FSU, CGT et SUD se sont contentés de revendiquer la pérennisation des organisations internes d'allègements par demi-groupe dans le secondaire ! Or, sans moyens, cela implique une scolarisation à mi-temps et une

organisation établissement par établissement remettant en cause l'égalité des droits des élèves à l'instruction !

Le mercredi 11 novembre, jour pourtant férié mais dans ce contexte très particulier, nous avons organisé une RIS en visio. Les 40 collègues syndiqués, non syndiqués ou syndiqués à d'autres syndicats ont adopté à l'unanimité une motion, publiée dans la dernière LSN. Elle reprend les revendications de postes et de locaux et dénonce le risque d'éclatement du cadre national de l'école publique, au prétexte de la crise sanitaire.

Une autre RIS est organisée ce mercredi et nous attendons autant voire plus de connexions que la semaine dernière.

*Malgré un contexte défavorable, nous continuons à tourner dans les écoles, nous maintenons les RIS en présentiel quand c'est possible sinon en visio. Plus que jamais en cette période troublée et difficile, les collègues continuent à se tourner vers le syndicat qui se positionne clairement dans la défense de leurs revendications, dans la défense de leurs intérêts, de leur statut et de leurs conditions de travail !*

En gardant cette orientation l'an dernier nous avons passé le cap des 500 adhérents. Nous devrions réussir à confirmer cette progression cette année pour développer le SNUDI FO, sa fédération et sa confédération.

Vive le syndicalisme libre et indépendant, fédéré et confédéré,

Vive le SNUDI FORCE OUVRIERE !